

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1732 - 3 décembre 1992 - 5,50 F

D 1732 PÉROU: TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

Le 13 novembre 1992, le président Fujimori faisait savoir qu'il venait de déjouer un coup d'Etat déclenché par "un groupuscule de militaires séditieux". Depuis le début de l'année le Pérou est secoué par deux événements majeurs:

- le 5 avril, coup d'Etat constitutionnel du président Fujimori qui prend tous les pouvoirs et dissout l'Assemblée (cf. DIAL D 1687);
- le 12 septembre, capture d'Abimael Guzmán, fondateur et chef de "Sentier lumineux"; condamné le 7 octobre suivant à la réclusion perpétuelle.

Entre temps, le 22 août, le président Fujimori avait signé un décret-loi prévoyant des élections à une Assemblée constituante pour le 22 novembre 1992. Celles-ci ont effectivement eu lieu à la date prévue et donné la majorité à la liste présidentielle dirigée par Jaime Yoshiyama.

Le coup d'Etat manqué du 13 novembre est révélateur d'un malaise profond des milieux militaires, analysé dans l'article ci-dessous publié le 18 novembre 1992 par **Red Andina de Información y Comunicación**, du Centre Bartolomé de Las Casas à Lima.

Note DIAL

À PROPOS DE LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

par Alberto Graña
(Intertitres de DIAL)

La tentative de coup d'Etat à l'aube du vendredi 13 novembre, dénoncée par le président Fujimori, met en évidence, pour le moins, le mécontentement qui règne au sein des forces armées (1). Selon les informations disponibles, en effet, ce mécontentement viendrait, en partie mais fondamentalement, de "l'invitation" à passer aux cadres de réserve adressée à un nombre non négligeable de généraux et de hauts gradés des trois armes et de la police (surtout de l'armée de terre) depuis décembre 1991, et dont la main visible est attribuée au conseiller présidentiel Vladimiro Montesinos (2), membre actif du Service d'intelligence nationale (SIN), selon une déclaration du président de la République lui-même.

(Le malaise de l'armée)

Trois des généraux impliqués dans la conspiration ont été affectés aux cadres de réserve en 1991, dont deux auraient dû occuper le poste de commandement général de l'armée en 1993 et 1994. D'après des sources journalistiques dignes de foi, les généraux passés à la réserve l'ont été sur le critère de la confiance du président de la République. Autrement dit, ne sont restés dans l'entourage présidentiel que les officiers jouissant d'une "confiance totale". La **Semana Económica** écrit à ce sujet que "tous ces faits coïncident avec l'approbation du décret 58 DS 083 qui régit l'affectation aux cadres militaires de réserve, pour renouvellement des cadres, des officiers à partir du grade de commandant jusqu'aux plus-hauts échelons de la hiérarchie militaire". Même si le texte de cette décision n'a pas

encore été publié au journal officiel *El Peruano*, selon les déclarations d'un officier supérieur de l'armée, "le président dispose, en tant que chef suprême des forces armées, de toutes les facultés pour décider à sa discrétion des affectations aux cadres de réserve pour un contingent important d'officiers". (3) Un communiqué adressé à Fujimori par le COMACA (4), le 20 septembre dernier, dénonce la politisation à laquelle les forces armées ont été conduites et rend V. Montesinos responsable d'avoir "arbitrairement affecté (ses dirigeants) aux cadres de réserve au simple motif de leur non soumission." Cela coïncide avec le nombre important d'officiers qui ont sollicité leur affectation aux cadres de réserve pour les trois armes.

Un élément supplémentaire d'excitation de l'état d'esprit des officiers est "l'évidente fraude électorale à laquelle les forces armées ont apporté leur caution"; nombre d'entre eux ont été indignés des pressions pour les obliger à signer des procès-verbaux de scrutin pour la liste du candidat officiel Yoshiyama (5). Une autre raison, moins évidente mais cependant plausible, est la perception, divergente de celle du gouvernement, attribuée aux officiers du COMACA quant à la situation politique en général et la lutte contre la subversion en particulier. Une autre raison possible, celle-là de vieille date, du mécontentement de l'armée et de sa tentative de coup d'Etat est le niveau des rémunérations qui n'ont pas substantiellement évolué depuis le coup d'Etat constitutionnel du 5 avril.

La toile de fond de la "conspiration" qui vient de se solder par un coup d'Etat manqué est constituée par les événements exceptionnels du 5 avril dernier et de la capture d'Abimaël Guzmán. Ils s'inscrivent probablement dans la perspective du plan de Fujimori de rester au pouvoir "au moins jusqu'en l'an 2000", ce que confirme sa "déclaration d'intention pour sa réélection". Il n'en reste pas moins que la situation économique et politique à court terme est devenue plus délicate (ce qui n'est pas contradictoire avec l'enthousiasme des milieux d'affaires suite à la capture de Guzmán, et avec leur accord sur l'orientation globale de la politique économique), à en juger par les derniers communiqués et déclarations des chambres d'industrie et de commerce ainsi que des milieux politiques. Alors que les sondages sur la popularité du président de la République affichaient des indices à la baisse, le coup d'Etat constitutionnel du 5 avril et la capture de Guzmán ont fait brusquement remonter sa cote de popularité, faisant ainsi momentanément passer au second plan les problèmes de fond.

(Elections à la Constituante)

L'événement d'aujourd'hui est la tenue des élections pour l'Assemblée constituante. À en juger par les préférences que révèlent les sondages pour la liste officielle (Cambio 90-Nouvelle majorité), celle-ci obtiendrait la majorité absolue exigée par le président de la République (6) pour "changer le pays". C'est le résultat du soutien apporté ouvertement par Fujimori à "sa liste", dans une campagne électorale à laquelle le président non seulement participe directement en se servant, selon beaucoup d'observateurs, des fonds publics et des médias d'Etat, mais se promène aussi dans tout le pays en compagnie de "son candidat" - Jaime Yoshiyama - en distribuant ordinateurs, "billets verts chin-chin" (dollars) sans parler des inaugurations de travaux publics. En dépit de tout cela, l'indifférence ou l'ignorance de la population envers les élections, ainsi que la difficulté pour le chef de l'Exécutif de faire bénéficier ses candidats du soutien dont lui-même jouit, ne semblent guère favoriser la liste officielle. Dans le meilleur des cas, même si celle-ci vient largement en tête des listes rivales, elle ne dispose pas forcément d'une majorité absolue lui permettant le contrôle de la Constituante. La situation, si les chiffres des sondages sont confirmés, ne correspond guère à l'intention présidentielle de gagner à tout prix les élections, faute de quoi "le pays serait ingouvernable", ce qui contraindrait le président à prendre des mesures semblables à celle du 5 avril.

(La conjuration de la "Main noire")

Une autre particularité de la conjoncture actuelle, dont l'importance semble croissante, est la tendance du pouvoir à impliquer les milieux de l'opposition dans le terrorisme, pour créer ainsi le climat d'une éventuelle "chasse aux sorcières". En l'occurrence, le président Fujimori a dénoncé l'existence d'une "main noire" derrière les militaires auteurs du coup d'Etat, avec l'aide de certains politiques et même de chefs d'entreprises connus (7). Cette attitude du président a été interprétée comme une manière de faire d'une pierre deux coups. Il pourrait d'une part faire monter le taux de popularité de sa liste pour avoir la majorité absolue à la Constituante, et d'autre part supprimer ou au moins neutraliser toute opposition aussi bien dans les forces armées que de la part des partis politiques, des institutions et des personnalités. C'est en ce sens que Manuel d'Ornellas, le directeur du journal *Expreso*, a déclaré au lendemain du coup d'Etat manqué qu'il pouvait y avoir en arrière-plan l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) et le Mouvement démocratique de gauche (MDI). D'autres ont estimé que ce pouvait être aussi le cas d'Alan García. Sur ce point, Fujimori s'est contenté de dénoncer la "main noire", en laissant à "l'enquête officielle" en cours le soin d'en apporter les preuves, tout en insinuant que la tentative des comploteurs rassemblait un éventail beaucoup plus large que "le groupe minuscule de militaires" (8), comme dit le communiqué officiel.

Muni d'un organigramme des noms, des complices et des ramifications du complot, et brandissant un fusil à lunette "*semblable à celui qui a servi pour assassiner John Kennedy*", ainsi qu'il l'a déclaré à un présentateur de programme politique de la télévision, le chef de l'Etat a fait le tour des radios et des chaînes de télévision au moment des émissions grand public. Si la thèse de la "préméditation" devait se répéter à nouveau, après le coup d'Etat constitutionnel du 5 avril, après la capture de Guzmán et après la tentative du 13 novembre, nous pourrions dire que les Péruviens sont en présence de "révélations sensationnelles" distillées chapitre après chapitre, tel un feuilleton télévisé, tout au long de la semaine qui précède les élections, sur la gravité, l'ampleur et les ramifications du coup d'Etat manqué. On peut prévoir que ne manqueront pas au président les "manifestations de soutien" des forces armées et de groupes populaires, auxquelles feront automatiquement écho les organes de presse qui ne cachent pas leurs sympathies envers le régime.

Tout cela ne supprime pas l'insatisfaction au sein des forces armées (9). Ni non plus la réalité d'une conspiration ratée, telle que nous l'avons présentée ci-dessus. Ce qui est en question (10), compte tenu du comportement antérieur de Fujimori, c'est que l'événement a été politiquement surévalué et médiatiquement utilisé pour mieux impliquer les partis politiques, et cela à une semaine des élections à la Constituante.

(Le contexte pré-électoral)

Comme au moment du coup d'Etat constitutionnel du 5 avril et de la capture de Guzmán, on note le même contexte de récession économique, de rumeurs de changements ministériels après les élections (avec la démission du premier ministre et celle du ministre de l'économie, ce dernier rêvant du poste de premier ministre), de mécontentement des forces productives en raison des mauvais résultats à court terme de la politique économique; mais aussi d'optimisme durable suite à la capture de Guzmán et à "l'orientation générale" de la politique économique. Un optimisme qui pourrait bien retomber avec une recrudescence des attentats. Même si l'on avance l'hypothèse que Sendero Luminoso ne représenterait plus une menace sérieuse pour la survie de l'Etat péruvien, on pense - ce que semble confirmer la flambée de violence à Lima et dans certaines provinces - que Sendero Luminoso entendra mettre les élections à l'épreuve du feu. Des voitures piégées ont de nouveau explosé à Lima, après le calme relatif qui a suivi la capture de Guzmán.

A ce contexte il faut ajouter les résultats des sondages de popularité de la liste officielle pour la Constituante, dont l'audience actuelle ne lui permet pas d'envisager la majorité absolue, en dépit d'une campagne présidentielle ouvertement en sa faveur. Ce constat coïncide avec le fait, conformément aux déclarations présidentielles, que Fujimori et les services de renseignement avaient eu connaissance de la conspiration "deux ou trois semaines auparavant", et "quelques heures" avant son déclenchement. Compte tenu de tous ces éléments - militaires, politiques, économiques, sociaux, opinion publique - il est probable que Fujimori cherche à capitaliser la situation en sa faveur en amplifiant un événement qui lui permet d'obtenir des voix et de neutraliser l'opposition tant militaire que civile. La question est de savoir si, au cas où la liste officielle n'aurait pas la majorité aux élections de la Constituante, le président mettra ou non à exécution sa menace d'une mesure similaire à celle du 5 avril dernier.

L'horizon politique est à nouveau couvert. La crise générale du Pérou, à laquelle les récents événements ne sont pas étrangers, n'est aucunement attaquée de front par le gouvernement en concertation avec les forces sociales et politiques. Elle est au contraire abordée avec des moyens peu démocratiques, qui correspondent à la "vocation autoritaire" du président, en fonction de mesures certes efficaces à court terme mais tendant à la division et à l'exclusion sociales. Si l'on peut retenir l'hypothèse d'"une conspiration suivie d'un coup d'Etat manqué" comme tout à fait valide à tous points de vue, elle est cependant loin d'atteindre la dimension d'un coup d'Etat avec tentative d'assassinat du président, comme voudrait le faire croire Fujimori. Quoi qu'il en soit, ce dernier épisode est le signe que la tolérance envers l'autoritarisme du chef de l'Etat a atteint ses limites. C'est un nouveau scénario politique qui se présente désormais au Pérou.

Notes

(1) Déclarations du général Jaime Salinas Sedó - l'un des membres de la conspiration et premier responsable du soulèvement - selon lesquelles l'opération a été suspendue par les organisateurs eux-mêmes, après évaluation des conditions nécessaires à son aboutissement: le sang ne serait pas versé, la personne du président devait simplement être neutralisée, il n'y aurait aucun mouvement militaire d'aucune sorte, et l'opération devrait être rapide, soudaine et audacieuse. Le plan a été révélé par la trahison d'un des membres de la conspiration (Oiga, 16 novembre 1992).

(2) "Selon un officier au courant de la conspiration, il n'a jamais été question d'assassiner Fujimori. (...) Il était prévu que le groupe d'officiers contraindrait Montesinos à revenir sur l'arbitraire des nominations et passages au cadre de réserve, à l'origine de la tentative de coup d'Etat. Montesinos serait directement accusé de complicité avec le trafic de stupéfiants" (Sf, 16 novembre 1992).

(3) *Semana Económica*, 16 novembre 1992, p. 3.

(4) En 1988, Salinas Sedó a créé le COMACA, sigle qui recouvre une organisation composée normalement de commandants, de majors et de capitaines qui, sans caractère systématique, cherchaient à canaliser un sentiment d'insatisfaction économique et un mécontentement face aux généraux qui s'agenouillaient devant Fujimori. Ce n'est donc pas par hasard que la majorité des membres de la conspiration arrêtés appartiennent aux échelons intermédiaires (Sf, 16 novembre 1992).

(5) Affirmation de Salinas Sedó (Oiga, 16 novembre 1992).

(6) "C'est un secret de polichinelle (les sondages le confirment) que le chef de l'Etat n'a pas réussi à faire bénéficier ses candidats de la popularité qui est actuellement la sienne. Il s'ensuit qu'une Assemblée constituante sans majorité gouvernementale ou sans possibilité d'alliances élargies

constituera une limitation pour un président de la République peu disposé au consensus et décidé à briguer sa réélection. (...) Cet ultime recours, indépendamment de ses justifications idéologiques, favoriserait techniquement Cambio 90 et s'inscrirait dans la perspective des fauteurs du coup d'Etat de vendredi." (Editorial de *Gestión*, 16 novembre 1992).

(7) C'est la raison pour laquelle auraient été mis à la tête du soulèvement deux généraux qui avaient été l'un et l'autre chefs de la maison militaire du président Alan García, ainsi qu'un industriel fort connu - Vera Gutiérrez, actionnaire principal de Canal 9 et de la plus grande entreprise de construction du pays - aux étroites sympathies pour l'APRA. La participation des militaires en question a été démentie par l'un d'eux et par sa famille (*Oiga*, 16 novembre 1992).

(8) Les comploteurs étaient plus qu'un groupe d'officiers de l'armée chapeautés par trois généraux et un commandant de réserve: on parle au moins de 50 officiers supérieurs d'active, dont la majorité se trouveraient en détention à Villa Militar (*Oiga*, 16 novembre 1992).

(9) La seule existence du COMACA le montre. Il en est de même pour la liste non négligeable de passation aux cadres de réserve, pour la preuve des liens de Montesinos avec le trafic de stupéfiants que les "généraux comploteurs" envisageaient de rendre publics sur la base d'un rapport de la DEA. A cela s'ajoute "les sérieux désaccords" entre l'actuel commandant en chef de l'armée et le chef d'état-major des forces armées, le général José Valdivia, lequel a été mis aux arrêts domiciliaires pendant 48 heures.

(10) Plusieurs importants dirigeants de partis politiques, participant ou non aux élections, n'ont pas hésité à qualifier le fait que nous commentons de mensonge et de manoeuvre du gouvernement. Mais pas plus. Ils ne semblent pas avoir vu que ce fait, en plus de sa surestimation, se situe aussi dans un contexte de mécontentement des milieux d'officiers sur le plan politique et économique.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)